



**AgEcon** SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

D. Jacobi, *Rapport du groupe de travail n°1*

Daniel Jacobi

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Jacobi Daniel. D. Jacobi, *Rapport du groupe de travail n°1*. In: *Économie rurale*. N°136, 1980. pp. 51-52;

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1980\\_num\\_136\\_1\\_4274](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1980_num_136_1_4274)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

# RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL N° 1

Rapporteur : D. JACOBI

INPSA, Dijon

Dans ce groupe se sont succédés d'une part un débat à partir des exposés introductifs de la première séance et d'autre part une série de cinq contributions suivies de discussions.

## 1. Débat sur les exposés introductifs

Le groupe s'est d'abord efforcé d'expliquer l'absence d'une véritable formation économique réduite le plus souvent à un simple apprentissage des techniques d'enregistrement comptable ou de gestion simple.

Trois catégories d'arguments ont été avancés :

– l'absence d'intérêt des agriculteurs pour la formation économique s'expliquerait par l'absence actuelle de grand projet ou de question majeure et préoccupante susceptible de contraindre les agriculteurs à se situer et à faire des choix déterminants. Ainsi, dans le passé, la mise en œuvre de la première loi d'orientation agricole, l'organisation du marché commun agricole ont représenté deux occasions où au contraire les grandes questions économiques ont conduit les agriculteurs à s'intéresser à ce thème.

– Peut-être ne faut-il pas faire supporter aux élèves et au public en général des carences (aptitude à prendre des décisions, connaissances et goût pour l'économie générale) qui à vrai dire ne résultent que de l'orientation des contenus de formation opérée par ces formateurs. A vrai dire orienter l'enseignement vers d'autres contenus (filière agro-alimentaire, formation à la décision) ne relève que d'un choix pédagogique.

– La formation économique aurait renoncé à se donner comme projet d'aider les agriculteurs à mieux comprendre et à mettre en œuvre la politique agricole qui pourtant, en principe, a été décidée pour eux et avec eux. Mais demande-t-on à la formation en général d'aider les citoyens à comprendre et à appliquer la politique économique générale de la nation ? Par ailleurs, dans la mesure où les agriculteurs ne représentent pas une catégorie sociale homogène, il est inévitable que la politique agricole ne réponde aux aspirations que d'une partie d'entre eux.

Puis, d'autres remarques ont été faites concernant le champ de la discipline et le public.

Dans tous les exposés, les intervenants s'efforcent de montrer, souvent avec force, que toute théorie économique (et donc toute formation à l'économie) doit intégrer les aspects affectifs et sociaux sous-jacents dans les comportements humains au-delà de la rationalité des décisions économiques et souvent en contradiction avec elle. Pourquoi dans ces conditions parler

seulement de formation économique alors que la dimension sociologique est si fortement présente ?

Le plus souvent, on oppose les adultes aux jeunes ou aux adolescents. Les adultes auraient une pratique sociale sur laquelle la formation devrait s'appuyer, les jeunes au contraire constitueraient un terrain vierge. Cette opposition n'est pas justifiée. Les jeunes, et surtout s'ils ont grandi dans une exploitation agricole, ont également une pratique, une connaissance du milieu et des représentations de cette activité. Certes, ils n'ont pas une connaissance de la gestion et n'ont pas eu à exercer des responsabilités, mais ils ont cependant une pratique et des représentations dont il faut tenir compte dans l'enseignement.

La présence des femmes, même en minorité, pose un problème dans les cycles de formation dans la mesure où elles n'ont pas le plus souvent le rôle de chef d'exploitation. Pour autant doit-on leur proposer des formations spécifiques ? Ne sous-estime-t-on pas le plus souvent leur rôle et leur poids dans les décisions de l'exploitation qui alors même qu'il n'est pas visible, est probablement plus important qu'on ne l'admet en général.

## 2. Compte rendu des communications

P. MULLER a proposé une explication politique au transfert des responsabilités (de l'Etat à la profession) des actions de vulgarisation agricole. Pourquoi entre 55 et 65, la vulgarisation du progrès agricole est-elle passée des mains de l'administration (direction départementale des services agricoles) à celles de la profession (chambre d'agriculture SUAD) ? L'administration n'a pas su s'adapter au changement de la demande. Elle représentait un type d'action adaptée à une philosophie de la profession d'agriculteur qui va être battue en brèche par l'émergence de la conscience d'un autre type d'agriculteur plus responsable, plus autonome et plus moderniste. Cette catégorie d'agriculteurs incarnée par le CNJA était porteuse de l'idée de « l'action en groupe » qui allait connaître un extraordinaire succès, donner naissance à d'autres pratiques, prendre le contrôle de l'appareil professionnel. Tout se passe alors comme si, pour hâter la mutation de l'agriculteur, on avait politiquement jugé plus utile de confier à la profession elle-même, un changement pour lequel l'administration était devenue un obstacle.

D'autres communications (JOUFFRAY, B. RICHARD, CHALLEAT et DEVAUX) ont décrit des actions de formation en précisant les objectifs, les méthodes, les stratégies de formation choisies par les

promoteurs et les formateurs, les effets quand ils les connaissent on les devinaient sur les publics de ces actions.

JOUFFRAY montre tous les avantages qualitatifs d'une action de formation dans le cadre d'un CETA par comparaison avec une action 200 H. Le groupe CETA volontaire, autonome, motivé, militant est opposé au groupe « 200 H » venu par obligation. L'un crée ses outils de formation, l'autre dit choisir parmi des modèles. Les élèves devenus maîtres intégrés au système ne se sont-ils pas transformés en intégrateurs ?

B. RICHARD décrit un cycle de formation destiné aux candidats à un plan de développement dont l'originalité tient à ce que la formation est abîmée par d'anciens stagiaires précisément lancés dans un plan de développement. Une formation de trois jours centrée sur l'analyse de leur situation et des difficultés rencontrées les prépare à ce rôle de formateur. Mais pourra-t-on leur demander de jouer ce rôle à plusieurs reprises sans les rémunérer ? Auront-ils la disponibilité nécessaire ?

La formation économique en classe de T.S. TAGE (lycée agricole de Roanne - CHALLEAT et DEVAUX) est conçue comme une formation à partir de l'analyse d'une situation concrète (exploitation agricole restituée dans son environnement). Il s'agit d'apporter des méthodes de travail permettant aux élèves de proposer des solutions à un problème, compte tenu des contraintes objectives d'une situation et de la hiérarchie des choix individuels. La démarche retenue est inspirée de l'entraînement mental.

B. PETIT et A. SILEM soulignent l'utilité des théories piagétienne et des travaux sur les représentations sociales pour mener à bien la formation économique. Selon eux, un certain nombre de difficultés et d'échecs de la formation résultent d'une méconnaissance des processus cognitifs d'élaboration et d'acquisition des concepts économiques. Les connaissances des agriculteurs se distinguent de la connaissance académique des spécialistes en ce qu'elles s'articulent sur des compétences et des outils qui se sont constitués à partir de

leur expérience personnelle dans leur famille, leur métier et leur milieu (problématique des représentations). Un projet de recherche commun se propose d'appliquer aux agriculteurs une méthode de formation testée avec d'autres partenaires en trois temps : découpage du domaine économique, conceptualisation et modélisation, réappropriation dans le système de représentation initiale des adultes en formation. Parmi les moyens employés dans ce type de formation, le jeu économique permet une double relativisation : par rapport à son propre personnage et par rapport au cadre de l'activité économique elle-même. Cette étape est facilitée par l'hétérogénéité des groupes en formation.

Dans les débats qui ont suivi les différentes contributions, cette question de l'hétérogénéité a été souvent reprise.

En particulier on a souligné que les jeunes n'ont plus aujourd'hui un projet commun unique (au contraire des années 60 lors de l'émergence du CNJA). Entre les partisans de l'accroissement de la productivité, les néo-ruraux et les jeunes soucieux d'agrobiologie ou de qualité de la vie il y a des divergences fortes. Les difficultés foncières et la nécessité de s'agrandir pour accroître son revenu contribuent à renforcer l'individualisme des projets.

Ouverts par un débat sur les rôles respectifs de l'administration et de la profession en matière de formation et de développement, les travaux allaient se terminer sur le même thème. Le souci des centres de formation de s'articuler davantage sur l'analyse des situations concrètes avec la participation des agriculteurs et des techniciens les transforme en de véritables observatoires économiques et gomme les différences de rôle entre formateurs, techniciens et conseillers puisque tous peu ou prou ont à participer dans ce cas aux mêmes tâches. Or, les situations institutionnelles ne prévoient pas une telle collaboration et surtout pas le passage d'un rôle à l'autre. La formation économique contribue ainsi à bouleverser la distinction rigide entre formation et développement, rôles de l'administration et de la profession.